

Buffett s'en prend au salaire des grands patrons

Les actionnaires institutionnels doivent intervenir, estime-t-il

■ OMAHA, Nebraska — La plupart des dirigeants d'entreprise ont une rémunération excessive et il est temps que les actionnaires institutionnels interviennent pour mettre fin à la parodie, a estimé hier Warren Buffett.

« Il y a eu ces dernières années un transfert de richesse incroyable. Nous sommes dans un mauvais système d'évaluation, et les salaires de plusieurs dirigeants sont en complète désynchronisation avec les résultats des sociétés », a-t-il fait valoir à plus de 15 000 actionnaires réunis en assemblée générale à Omaha.

Il y a quelques semaines, dans sa lettre aux actionnaires, M. Buffett avait déjà lancé une première salve contre la rémunération des dirigeants d'entreprise.

« La plupart des chefs d'entreprise sont des hommes et des femmes que vous seriez content d'avoir comme voisins ou fiduciaires des biens de vos enfants. Trop d'entre eux cependant se sont, ces dernières années, mal conduits au bureau, édulcorant les chiffres et retirant des payes obscènes pour des résultats médiocres. Ce serait une parodie si ces salaires gonflés devenaient une référence pour les compensations futures. Les comités de rémunération doivent retourner à la planche à dessin », avait-il indiqué.

Le président de Berkshire Hathaway estime en outre que depuis longtemps ces comités jouent « au petit chien qui court après sa queue », et s'appuient trop facilement sur des consultants, « une classe qui n'est pas reconnue pour son allégeance aux actionnaires ».

FORCER LE CHANGEMENT

Le président de Berkshire Hathaway a demandé hier aux investisseurs institutionnels de forcer le changement. Une vingtaine de gros actionnaires d'une société peuvent à ses yeux réformer avec efficacité la gouvernance de n'importe quelle compagnie, simplement en s'unissant et en s'abstenant de voter pour les administrateurs qui tolèrent des comportements odieux.

Cette nouvelle sortie de Warren Buffett arrive au lendemain de la publication d'une enquête du magazine *Fortune*



François
Pouliot

FPouliot@lesoleil.com

À OMAHA

Soleil - 4 mai 2003

BUFFETT

Suite de la Une

sur la rémunération des chefs d'entreprise. Selon des chiffres de la firme spécialisée Equilar, la compensation moyenne des présidents de société a reculé de 23 % en 2002, à 15,7 millions \$US par individu. La donnée est cependant trompeuse, affirme Equilar, et ne s'explique que par le départ ou la révision salariale d'un petit nombre. En fait, soutient la maison, la rémunération médiane des dirigeants (le CEO au milieu du peloton) a plutôt augmenté de 14 % pour atteindre 13,2 millions \$US. Une augmentation qui survient alors que les marchés américains ont reculé de plus de 20 % l'an dernier.

À titre de comparaison, le titre de Berkshire Hathaway a reculé de 3,8 % et la rémunération totale de Warren Buffett s'est élevée à 296 000 \$US.

Même si personnellement il n'y a jamais eu recours, M. Buffett n'a cependant pas plaidé pour une abolition du système d'allocation d'options, estimant qu'il pouvait aussi être bénéfique aux actionnaires. Il doit simplement être revu avec de meilleures balises, a-t-il souhaité.

« Des gens vous diront qu'il s'agit d'un marché, comme au baseball. Mais ce n'est pas cela. Le joueur de baseball négocie. Ce n'est pas le cas ici. » Les individus siégeant aux comités de rémunération s'y trouvent trop souvent en raison de l'influence du chef d'entreprise, a-t-il laissé entendre.

DANGÉROSITÉ DES PRODUITS DÉRIVÉS

Interrogé sur sa mise en garde contre les produits dérivés, Warren Buffett a par ailleurs de nouveau dit considérer qu'ils représentaient une potentielle arme de destruction massive pour l'économie américaine. « Je dirais que la probabilité est basse, mais elle existe et les gens doivent en être conscients », a-t-il dit.

Son partenaire, Charles Munger, a cependant de son côté estimé que la probabilité n'était pas si faible. Il a même soutenu qu'il serait étonné si, dans 10 ans, le système financier américain n'était pas ébranlé à la suite d'une mauvaise gestion du risque attaché à certains produits.

MM. Buffett et Munger ont expliqué que le nombre de joueurs dans le secteur était restreint et que les sommes engagées dans l'industrie étaient toujours en croissance, sur des échéances trop longues (parfois jusqu'à 20 ans). Rien ne garantit à leur avis que tous ses joueurs seront encore là au moment de livrer la contrepartie promise.

En 1998, d'ajouter Buffett, la Fed avait dû intervenir auprès d'acteurs financiers pour éviter que les problèmes d'un seul *hedge fund*, Long Term Capital Management, n'ébranlent le secteur financier américain.

UNE COMPTABILITÉ À AMÉLIORER

Les deux compères ont enfin aussi plaidé pour une amélioration de la transparence comptable des entreprises américaines. M. Buffett a dit être moins à l'aise avec les états financiers d'aujourd'hui qu'avec ceux des années 60. Même si ceux des années 2000 sont plus détaillés. « Le problème est dans les hypothèses d'évolution future. Je suis horrifié de voir leur optimisme », a dit Munger, en citant pour exemple une sous-évaluation des déficits actuariels des fonds de pension.

M. Munger a de même reproché à la majorité des analystes financiers d'être trop optimistes dans leurs projections de rentabilité. « C'est terrible de passer sa vie à prétendre que les choses vont bien aller, et de ne pas vraiment y croire. Mais c'est aussi terriblement bien payé ! », a-t-il rigolé.

Voir BUFFETT en A 2 ►

□ Capitaliste de gauche? Page A 5